EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

DÉCISION

Requête n° 38377/23
Mauro PAGLIUCA contre l'Italie
et 6 autres requêtes
(voir tableau en annexe)

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant le 5 décembre 2024 en un comité composé de :

Georgios A. Serghides*, président*,
Erik Wennerström,
Alain Chablais*, juges*,

et de Viktoriya Maradudina, *greffière adjointe de section f.f.*,

Vu les requêtes susmentionnées introduites aux dates indiquées dans le tableau joint en annexe,

Vu les déclarations formelles d'acceptation d'un règlement amiable de ces affaires,

Après en avoir délibéré, rend la décision suivante :

FAITS ET PROCÉDURE

La liste des requérants se trouve dans le tableau joint en annexe.

Les griefs que les requérants tiraient de l'article 6 § 1 de la Convention (inexécution ou exécution tardive de décisions de justice internes) ont été communiqués au gouvernement italien (« le Gouvernement »). Dans certaines des requêtes, des griefs reposant sur les mêmes faits ont aussi été communiqués sur le terrain d'autres dispositions de la Convention.

La Cour a reçu des déclarations de règlement amiable, signées par les parties, en vertu desquelles les requérants acceptaient de renoncer à toute autre prétention à l'encontre de l'Italie à propos des faits à l'origine de ces requêtes, le Gouvernement s'étant engagé à leur verser les sommes reproduites dans le tableau joint en annexe. Ces sommes seront versées dans un délai de trois mois à compter de la date de la notification de la décision de la Cour. Si elles n'étaient pas versées dans ce délai, le Gouvernement s'engage à les majorer, à compter de l'expiration du délai et jusqu'au règlement, d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt

marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage. Le Gouvernement s'engage également à assurer dans le même délai l'exécution des décisions de justice internes en cause dans les affaires concernées (voir tableau joint en annexe), et à prendre à sa charge les éventuels frais liés à la procédure nationale d'exécution.

Le paiement et, le cas échéant, l'exécution des décisions en cause vaudront règlement définitif des affaires.

EN DROIT

Compte tenu de la similitude des requêtes la Cour estime approprié de les examiner conjointement en une seule décision.

La Cour prend acte de l'accord intervenu entre les parties. Elle considère que cet accord repose sur le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses Protocoles et ne voit pas de raison qui exigerait qu'elle poursuive l'examen des requêtes concernées. Compte tenu de ce qui précède, il y a lieu de rayer ces requêtes du rôle.

Par ces motifs, la Cour, à l'unanimité,

Décide de joindre les requêtes ;

Décide de rayer les requêtes du rôle conformément à l'article 39 de la Convention.

Fait en français puis communiqué par écrit le 16 janvier 2025.

Viktoriya Maradudina Greffière adjointe f.f.	Georgios A. Serghides Président

ANNEXE

Liste de requêtes concernant des griefs tirés de l'article 6 § 1 de la Convention (inexécution ou exécution tardive de décisions de justice internes)

N°	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Autres griefs relevant de la jurisprudence bien établie	Date de réception de la déclaration du Gouvernement	Date de réception de la déclaration du requérant	Montant alloué pour dommage moral par requérant (en euros)[1]	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros)[2]
1.	38377/23 16/10/2023	**Mauro PAGLIUCA** 1968	Pagliuca Mauro Avellino	Prot. 1 Art. 1 - absence du ou retard dans le paiement d'une créance de la part des autorités nationales	06/11/2024	31/08/2024	175	250
2.	41954/23 16/11/2023	**Federico BORDOGNA** 1970	Abrusci Ennio Acquaviva delle Fonti	Prot. 1 Art. 1 - absence du ou retard dans le paiement d'une créance de la part des autorités nationales	06/11/2024	11/09/2024	650	250
3.	41956/23 16/11/2023	**Giuseppe MANZELLA** 1982	Abrusci Ennio Acquaviva delle Fonti	Prot. 1 Art. 1 - absence du ou retard dans le paiement d'une créance de la part des autorités nationales	06/11/2024	21/09/2024	600	250
4.	346/24 09/12/2023	**Mauro PAGLIUCA** 1968	Pagliuca Mauro Avellino	Prot. 1 Art. 1 - absence du ou retard dans le paiement d'une créance de la part des autorités nationales	06/11/2024	31/08/2024	1 000	250
5.	411/24 09/12/2023	**Mauro PAGLIUCA** 1968	Pagliuca Mauro Avellino	Prot. 1 Art. 1 - absence du ou retard dans le paiement d'une créance de la part des autorités nationales	06/11/2024	31/08/2024	1 100	-

N°	Numéro et date d'introduction de la requête	Nom du requérant et année de naissance	Nom et ville du représentant	Autres griefs relevant de la jurisprudence bien établie	Date de réception de la déclaration du Gouvernement	Date de réception de la déclaration du requérant	Montant alloué pour dommage moral par requérant (en euros)[1]	Montant alloué pour frais et dépens par requête (en euros)[2]
6.	2932/24 19/01/2024	**Mauro PAGLIUCA** 1968	Pagliuca Mauro Avellino	Prot. 1 Art. 1 - absence du ou retard dans le paiement d'une créance de la part des autorités nationales	06/11/2024	31/08/2024	1 700	250
7.	5899/24 13/02/2024	**Mauro PAGLIUCA** 1968	Pagliuca Mauro Avellino	Prot. 1 Art. 1 - absence du ou retard dans le paiement d'une créance de la part des autorités nationales	06/11/2024	31/08/2024	2 900	250

[1] Plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt par la partie requérante.

[2] Plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt par la partie requérante.